



Global Platform for the Right to the City
Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

Le droit à la ville pour faire face au COVID-19

Mars 2020

La Plateforme Globale pour le Droit à la Ville (PGDV) se joint aux efforts internationaux et collectifs pour combattre le COVID-19.

Nous exprimons notre engagement et notre solidarité avec les groupes les plus vulnérables face à la pandémie, en particulier les sans-abri, les personnes vivant dans des habitations précaires, menacées d'expulsion, de déplacement et susceptibles de voir leur logement s'effondrer – suite à une catastrophe naturelle ou à l'usure quotidienne –, les travailleurs et travailleuses informels et les personnes en situation de pauvreté et de précarité, en particulier les femmes, les personnes âgées et les militants et militantes de tous âges qui subissent des violences multiples. Dans le même temps, en cette période de crise, nous exprimons notre admiration et notre gratitude aux femmes et aux hommes professionnels de la santé et de la propreté, recycleurs informels, soignants et scientifiques, ainsi qu'au personnel des centres de distribution de nourriture et autres services de base.

La PGDV continue à œuvrer pour la construction de communautés démocratiques, plurielles, solidaires et durables, pensées comme des biens communs où tous les habitants et les habitantes ont droit à une vie dans la paix, la sécurité, la santé et la dignité. Le Droit à la Ville est un droit collectif qui met l'accent sur la gestion démocratique, une approche territoriale intégrée et l'interdépendance de tous les droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Nous nous unissons aux revendications existantes qui, dans le contexte actuel, en appellent à la nécessité de :

1. Restaurer et renforcer des services publics de proximité.
2. S'orienter vers une société centrée sur les soins, en reconnaissant le rôle exercé par les femmes au sein du foyer et de la communauté.
3. Concevoir les mécanismes démocratiques nécessaires pour une redistribution massive de la richesse sociale, pour mettre l'économie au service de la vie et du bien commun.

Nous demandons instamment à tous les gouvernements de prendre des mesures immédiates pour respecter leurs obligations légales consécutives à la ratification du Pacte international relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels, et en particulier l'article 11 (droit au logement) et l'article 12 (droit à la protection de la santé), qui réfèrent à des politiques de santé publique, de logement et d'urbanisme basées sur les droits humains et de l'environnement, et non sur le profit. De telles politiques doivent être financées en surmontant les blocages causés par les paramètres monétaires des budgets publics, par exemple par la renégociation ou l'annulation de la dette souveraine à travers l'intervention du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

Nous exigeons plus spécifiquement, et conjointement avec des centaines d'organisations du monde entier, que nos gouvernements et la communauté internationale prennent des mesures immédiates afin de:

- Veiller à ce que l'ensemble des droits humains fondamentaux soient respectés, en particulier le droit à un logement, à une alimentation et à une nutrition convenables. Les droits humains sont indivisibles.
- Protéger les personnes les plus vulnérables et les plus directement touchées par le virus ou par ses répercussions économiques et sociales.



Global Platform for the Right to the City
Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
Plateforme Globale pour le Droit à la Ville

- Lutter contre les inégalités, le racisme, la discrimination, la violence à l'égard des femmes, des filles, des personnes âgées et la ségrégation, qui sont exacerbés en temps de crise
- Mettre fin aux expulsions et aux déplacements forcés et fournir un logement aux sans-abri.
- Assurer les approvisionnements de base, notamment en eau potable, nourriture, électricité et assainissement.
- Interrompre les licenciements et mettre en œuvre un plan de soutien économique et social pour les travailleurs et travailleuses indépendants.
- Garantir un revenu de base universel et des soins de santé gratuits pour toutes et pour tous, y compris les travailleurs et travailleuses sans papiers et les personnes migrantes et réfugiées.
- Garantir des soins médicaux et hospitaliers publics universels à toutes et tous sans exclusion, en particulier aux personnes vivant dans la rue, et aux personnes migrantes et réfugiées.
- Garantir des investissements publics dans la recherche scientifique pour développer des réponses et des solutions aux crises d'aujourd'hui et de demain, à travers des mécanismes non-soumis aux fluctuations des logiques de marché.
- Fournir des informations précises et pertinentes sur les questions de santé publique.
- Suspendre immédiatement toutes les sanctions extérieures sur les aliments et les médicaments des pays qui en souffrent comme Cuba, le Venezuela, la Syrie, la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. Ces mesures ne sont pas admissibles ; leur maintien constitue un crime contre l'humanité.
- Garantir la participation de la société civile à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des réponses à cette crise, afin de s'assurer que les mesures et les actions ne portent pas indûment atteinte aux droits humains et aux libertés fondamentales.

La crise actuelle met en évidence le caractère collectif des villes et des territoires dans lesquels nous vivons. Cette crise nous concerne toutes et tous. Cependant, il existe des différences évidentes dans les répercussions subies et dans les ressources et capacités dont dispose chaque personne et chaque communauté pour y faire face. Par conséquent, il est essentiel que toute réponse ou stratégie soit fondée sur un engagement envers les personnes en situation de vulnérabilité, non seulement en termes de santé, mais aussi sur le plan social, économique et territorial, conformément aux obligations des États en matière de droits humains.

Nous soutenons les autorités locales et les gouvernements qui s'engagent, et nous en appelons à tous les gouvernements et institutions pour respecter les militants et les militantes engagés dans la lutte pour ces droits humains.

La situation de crise mondiale générée par le coronavirus démontre l'urgence de placer la vie et les personnes au-dessus du profit. Face à une situation d'une telle ampleur, il est clair que les solutions devront être transfrontalières et que tous les acteurs et actrices - issus des différentes sphères de gouvernement, du milieu académique et de la société civile - doivent travailler collectivement et en coordination pour le bien commun.

Pour plus d'informations sur la crise du COVID-19 et des documents et déclarations de nos membres et alliés, veuillez visiter [la page dédiée sur notre site web.](#)